

## Chapitre 6

Hery ANDRIANANJA, Jacques CHARMES, Isabelle DROY,  
Géraldine FROGER, Flore GUBERT, Philippe MÉRAL,  
Jeannot RAMIARAMANANA, Mireille RAZAFINDRAKOTO,  
Anne-Sophie ROBILLIARD, François ROUBAUD

# Économie





Retracer l'histoire des activités de recherche menées à Madagascar dans la discipline économique est une vaste tâche en raison (i) du croisement de l'économie avec de nombreuses autres disciplines des sciences humaines (géographie, anthropologie...), (ii) de l'évolution depuis 1960 des cadres de pensée de l'analyse économique elle-même<sup>1</sup> et, enfin, (iii) de l'évolution de l'économie mondiale et *a fortiori* des politiques et trajectoires de développement suivies par Madagascar.

Ce chapitre tente, malgré ces difficultés, de mettre en perspective les principales recherches (vues au sens large incluant les montages institutionnels, les publications scientifiques et les activités de terrain) menées par les économistes de et *autour* de l'Orstom/IRD. Le terme « autour » évoque les économistes universitaires français et malgaches intervenant dans le cadre de programmes orstomiens, voire intervenant isolément mais dont les travaux ont nourri les recherches d'économistes de l'Orstom/IRD. De la même manière, il évoque parfois les travaux des chercheurs d'autres institutions françaises telles que le Cirad ou le CNRS. Face à cette multitude de travaux dont nous avons pu mesurer l'étendue au fur et à mesure de notre recensement, nous avons dû limiter les références bibliographiques à celles qui nous ont semblé les plus structurantes. Le lecteur pourra se reporter aux articles mentionnés ici pour obtenir les références bibliographiques complémentaires.

1. Notamment celle appliquée aux processus de développement et à l'étude des pays en développement. Les années 1950 sont marquées par un certain optimisme quant aux possibilités de croissance des pays pauvres. Les principaux auteurs, qualifiés de pionniers, partagent une vision plutôt interventionniste, mettent l'accent sur le rôle de l'investissement en capital technique, et adoptent le plus souvent une vision linéaire des phases de développement. Dans les années 1960-1970, les échecs du développement, les difficultés de nombreux pays, etc., laissent la place au pessimisme. C'est la période du « tiers-mondisme », où le sous-développement apparaît comme la conséquence de la domination des PED par les pays développés, avec un rattrapage quasi impossible. Les théories structuralistes, les théories de la dépendance, l'analyse centre/périphérie et les théories néomarxistes de l'échange inégal s'affirment alors. Parallèlement, de nouvelles préoccupations émergent : intérêt porté aux besoins de base (alimentation, logement, éducation, santé), aux questions démographiques et sociales (inégalité des revenus) et enfin, au contexte international du développement (nouvel ordre économique international ; termes de l'échange, dette, dialogue Nord/Sud, etc.). Enfin, depuis les années 1980, l'économie du développement est marquée par un retour de la pensée économique libérale : sont critiquées les théories de la domination, les causes du « sous » ou du « mal » développement étant avant tout internes. L'économie de marché, les programmes de libéralisation, de privatisation, l'ouverture à l'extérieur et au libre-échange sont défendus dans ce cadre analytique.

Le chapitre est structuré de la manière suivante. Dans un premier temps, nous abordons les recherches menées entre le début des années 1960 et le milieu des années 1990. Cette première section permet de se rendre compte de l'évolution des préoccupations de l'époque depuis les monographies villageoises jusqu'à l'étude des systèmes de production agricole et d'analyses sectorielles, notamment industrielles, en passant par une réflexion plus fondamentale sur le rôle de la monnaie dans les systèmes d'échanges. Cette évolution traduit une période constitutive d'un champ scientifique dédié à l'étude des processus de développement économique (MEIER et STIGLITZ, 2002). Cette période entre en résonance avec ce que HUGON (1993) qualifie de périodes de radicalisation (1960-1965/1975-1980) marquées par le « tiers-mondisme » et les affrontements idéologiques et de gestion (1975-1980/1990) caractérisés par l'ajustement structurel promu par les Institutions de Bretton Woods et le retour de la pensée économique libérale. Dans un deuxième temps, nous portons l'attention sur les recherches en économie réalisées dans un contexte d'ouverture économique des années 1990 en nous appuyant sur l'expérience du programme Madio qui représente bien le renouveau des recherches de l'Orstom/IRD en économie à Madagascar. Dans un troisième et quatrième temps, nous proposons un focus sur deux thèmes particulièrement sensibles aujourd'hui : la lutte contre la pauvreté et la problématique environnementale ; ces deux dernières thématiques s'inscrivant dans le référentiel du développement durable.

## L'émergence de la recherche en économie : monographies économiques, analyses sectorielles et thématiques généralistes

Les recherches africanistes en sciences sociales au lendemain des Indépendances ne se différenciaient guère sur le plan des disciplines scientifiques dans la mesure où tant les sociologues que les économistes et les géographes avaient adopté, par nécessité, une démarche monographique : monographies ethniques pour les sociologues, monographies de villages ou de régions pour les économistes, études de terroirs pour les géographes. Avec la Côte-d'Ivoire, le Sénégal et le Cameroun, Madagascar fut un terrain où se déployèrent largement ces méthodes d'approche. Les grandes monographies ayant influencé leurs disciplines respectives datent de cette période. L'anthropologie économique en fut le ciment unificateur, avec l'article fondateur de Claude MEILLASSOUX (1960) et atteint son apogée à cette époque, donnant à l'école française ses lettres de noblesse.

Ce rôle unificateur de la démarche monographique et de l'anthropologie économique s'explique par l'absence de données quantitatives, au contraire de la

démographie qui disposait des résultats des premiers recensements de population. Il s'explique également par la croyance que les comportements des sociétés non encore totalement insérées dans l'économie de marché ne pouvaient suivre les schémas de théories essentiellement élaborées dans les pays développés et par la volonté de comprendre et d'exposer la logique de comportements spécifiques.

Les premiers travaux que l'on peut qualifier d'économiques à Madagascar après l'Indépendance sont cependant le fait d'anthropologues, Paul Ottino, Henri Lavondes et Georges Condominas, à qui l'on doit plusieurs études sur l'aménagement du Bas Mangoky (OTTINO, 1961, 1963), de la Sakay (LAVONDÈS et OTTINO, 1961), sur le métayage au lac Alaotra (OTTINO, 1960), qui seront d'ailleurs reprises par des économistes qui lui succéderont, sur les *fokonolona*<sup>2</sup> et les collectivités rurales (CONDOMINAS, 1960). Ces travaux seront régulièrement mobilisés pour accompagner les politiques de développement rural. La plupart des thèmes ainsi abordés s'orientent vers des approches en termes de domination, de reconstitution d'une économie de traite, de mise en place d'un système d'endettement, certaines de ces études allant même jusqu'à étudier les effets redistributifs des cultures de rente et leur impact sur l'économie traditionnelle (OTTINO, 1961). Cette dette aux précurseurs ne sera pas véritablement reconnue par leurs successeurs qui en reprendront les thèmes mais les traiteront à la lumière du marxisme.

De nombreux travaux d'anthropologie économique de la période immédiate post- ou même pré-Indépendance vont trouver prétexte, voire venir en appui, dans l'étude des effets des opérations de développement rural : pour en faciliter la mise en œuvre, contourner les blocages socio-culturels (CHARMES, 1978, texte écrit en 1973) et mesurer l'impact des actions ainsi entreprises, sociologues, géographes et économistes étaient mobilisés afin de permettre une meilleure compréhension de la réalité et des comportements des populations concernées. La généralisation d'opérations de développement rural visant à l'introduction de nouvelles variétés de semences, d'engrais, de nouveaux modes de culture ou encore de réformes agraires ou de mises en valeur par colonisation de terres encore vierges et déplacements de populations constitua donc le terreau sur lequel prospéra une réelle interdisciplinarité qui fut à l'origine de l'anthropologie économique. La Révolution verte allait bientôt se mettre en marche sur le sous-continent indien. De telles interventions ne pouvaient pas ne pas avoir d'intenses répercussions sur les structures sociales des populations concernées et il s'agissait donc en quelque sorte d'expérimentations en vraie grandeur.

C'est au milieu des années 1960 que Gérard Roy va être chargé d'une vaste étude sur les migrations intérieures de population à Madagascar (ROY, 1963) faisant suite au travail de DESCHAMPS (1959). Ce travail de référence ne pourra se fonder sur des enquêtes qu'il n'était pas prévu de réaliser, mais consistera plutôt en une compilation et un survol d'études ou de connaissances déjà accumulées. Très vite cependant, Gérard Roy va initier la longue série des études

2. Assemblée villageoise qui a été considérée comme une forme de démocratie directe.

d'opérations d'intervention en milieu rural avec l'étude de l'aménagement des périmètres de la Sakay et sa monographie de la Somasak (ROY, 1965).

Et pendant que Gérard Roy va s'intéresser de plus en plus aux phénomènes politiques, deux autres économistes vont le rejoindre : Alain Bernard se consacrera à des monographies d'entreprises industrielles : Tamalu, puis la coopérative Mohair d'Ampanihy (BERNARD, 1968, 1971) tandis qu'Emmanuel Fauroux initiera une monographie de village dans le Vakinankaratra (FAUROUX, 1970). Ils seront suivis par Jacques Charmes qui est chargé d'étudier les effets de l'opération productivité-riz et de la vulgarisation des cultures de collines (opération *tanety*) dans l'Unité régionale d'expansion rurale (Urer) de Tananarive (CHARMES, 1972 a, 1973, 1975 a).

Cependant, les chercheurs de terrain se posaient de plus en plus le problème de la généralisation des observations à caractère monographique. Emmanuel Fauroux va rechercher cette généralisation dans la profondeur historique avec son travail sur les *Sakalava*<sup>3</sup> du Menabe (FAUROUX, 1975) alors que CHARMES, également tenté par l'approche historique (1977 a), la trouvera dans l'adaptation des méthodes et des enquêtes statistiques (1972 b) à travers notamment l'étude des effets de la réforme agraire au lac Alaotra (1975 b, 1976).

D'une façon générale, ces travaux contestent les formes capitalistiques que prend le développement économique, mais ils n'en contestent pas encore le principe même. Et l'on s'interroge sur les raisons pour lesquelles ces sociétés restent à l'écart de la monétarisation ou ne s'y engagent que sous la contrainte, avec réticence et circonspection. La thèse des « blocages socioculturels » est considérée comme une interprétation ethnocentrique et erronée et ceux-ci vont être réinterprétés comme des manifestations de rapports de domination et une forme de résilience de ces sociétés (CHARMES, 1978, texte écrit en 1973). Ils sont une forme de réaction de sociétés qui réalisent que leur dissolution est le terme du processus de monétarisation et de « modernisation ». Mais le processus de transition est à l'œuvre, qui se décline en trois phases : neutralisation, puis absorption et enfin dissolution (CHARMES, 1977 a, b). Le stade de la neutralisation correspond à celui où le surplus économique se limite au « champ réservé au paiement de l'impôt » au temps de la colonisation. Progressivement, des revenus plus substantiels parviennent à être générés et accaparés par des minorités qui en consomment le surplus dans des dépenses ostentatoires (stade de l'absorption) destinées à conforter les attributs du pouvoir traditionnel. L'ostentation est une forme de destruction du surplus qui renvoie au « potlach » et aux « cargo cults » des sociétés insulaires du Pacifique, à la dépense ostentatoire de VEBLEN (1899) et à la consommation-consumation de BATAILLE (1967) : elle suscite ainsi de nombreuses réflexions (voir notamment MANANDAFY RAKOTONIRINA, 1968). Mais la monnaie ouvre à de nouveaux acteurs le pouvoir de concurrencer les détenteurs du pouvoir traditionnel, d'où l'inflation des dépenses engagées dans l'organisation des cérémonies traditionnelles (le culte

3. Le groupe dynastique Sakalava s'est constitué en royaume dans le Menabe à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et porte toujours une identité culturelle forte.

des morts, mais aussi le mariage et la dot), et la recherche du surplus économique pour lui-même qui en résulte, marque le stade de la dissolution. L'ambivalence des concepts se généralise qui rend complexe et contradictoire l'interprétation des phénomènes économiques : les dépenses improductives (consommées) sont devenues l'aiguillon, la « main invisible » qui stimule la compétition et accroît le niveau de la production.

Parallèlement à ces travaux de terrain, quelques économistes poursuivent des recherches plus classiques. À l'époque, on considère que le développement passe par l'industrialisation et que celle-ci doit s'appuyer sur cet avantage comparatif que constitue l'agriculture, d'où les travaux de Dominique HARDEL sur les relations agriculture-industrie (1968 a) et l'économie laitière (1968 b) et surtout ceux d'Alain BERNARD sur l'élaboration d'un tableau d'échanges interindustriels (1966) en vue de la planification du développement, l'industrie de l'aluminium (1968) pour la valorisation des ressources minières et l'industrie du Mohair pour la valorisation des produits de l'élevage. On doit également à Jean-Paul Fournier une étude sur le financement extérieur des investissements publics sur la première décennie du développement (FOURNIER, 1973).

Les recherches universitaires françaises, quant à elles, ne pouvant s'appuyer sur des recherches de terrain aussi approfondies, s'attachaient à réaliser des monographies à une autre échelle : descriptions géographiques ou économiques du pays ou encore analyses sectorielles ou thématiques généralistes. René Gendarme publie ainsi son « Économie de Madagascar » (1963 a), illustration en quelque sorte sur un pays d'un des premiers manuels d'économie politique du développement, et la « Pauvreté des nations », paru la même année (GENDARME, 1963 b). On doit aussi à Philippe Hugon une économie de l'éducation à Madagascar, rapport réalisé pour l'Unesco (HUGON, 1976).

Toute cette phase de recherche économique à Madagascar de l'Orstom va se terminer en 1974-1975 lorsque la « seconde Indépendance » va couper radicalement les liens avec la France et mettre en place une politique d'ailleurs largement préconisée par certaines des recherches précédemment présentées mais sur la base d'une coopération renouvelée avec de nouveaux acteurs, notamment les pays socialistes et l'Union soviétique en particulier.

Structurellement, cette période est consacrée à la création des centres nationaux de recherche. Toutefois, le nombre de chercheurs est resté limité entre 1974 et 1983 à cause de nombreux changements de tutelle ministérielle et d'une absence de politique claire de recherche. La recherche était vouée principalement au maintien et à la sauvegarde des patrimoines nationaux. Les années 1980 ont été marquées par la domination de l'agronomie. En 1988, le Fofifa (Institut de recherche agronomique) a regroupé plus de la moitié du potentiel de recherche à Madagascar. Les sciences agricoles occupaient le plus grand nombre de chercheurs avec 42,5 % des effectifs, suivies des sciences technologiques avec 19 % et des sciences médicales (11,5 %), contre 4,5 % des chercheurs pour les sciences sociales. Les actions de recherche se structuraient en programme filière ou discipline. Cette même année, le département recherche développement (DRD)

a été créé au sein du Fofifa pour mieux répondre aux problématiques des régions en assurant la liaison entre le Fofifa et le développement.

Au-delà de ces innovations institutionnelles, cette période des années 1980 est également marquée par les recherches menées par les enseignants-chercheurs malgaches du département économie de l'université d'Antananarivo. Elles portent essentiellement sur les questions de macroéconomie du développement (RAMAHATRA, 1989), mais aussi sur le thème des activités informelles urbaines (LÉONARD, 1980). Elles prolongent ainsi les travaux menés par les universitaires français en poste à l'université d'Antananarivo au milieu des années 1970 (POURCET, 1978 et HUGON, 1987 pour la macroéconomie, HUGON, 1982 pour l'urbain), et reflètent également le fort dynamisme de l'Université dans la recherche économique avec la parution durant les premières années 1970 de la *Revue économique de Madagascar*.

Dès le début des années 1990, les recherches en économie menées par les équipes de l'Orstom se redéploient autour de l'exploitation du riz et notamment l'articulation entre systèmes de production, périmètres irrigués et pratiques paysannes. Ces travaux occupent une place prépondérante avec, notamment l'apport des géographes : Chantal BLANC-PAMARD (1987), Chantal BLANC-PAMARD et Hervé RAKOTO-RAMIARANTSOA (1993). Après la libéralisation du marché du riz en 1984, la politique agricole malgache est essentiellement concentrée sur la relance de la production rizicole à travers notamment la réhabilitation des périmètres irrigués, que ce soit les petits périmètres irrigués (PPI) ou les « greniers à riz » d'Alaotra ou de Marovoay. La réhabilitation physique des infrastructures est réalisée conjointement avec un transfert progressif de leur gestion et de leur entretien aux usagers que sont les producteurs rizicoles. Les conditions et les conséquences de cette mutation d'un mode de gestion centralisé à une prise en charge par les usagers ont été analysées par Paul MATHIEU (1993) et Isabelle DROY (1991, 1998). Les travaux de Pascale PHÉLINAS (1990) apportent un éclairage sur le fonctionnement de la filière rizicole en mettant l'accent sur le rôle des prix à partir d'une approche comparative de plusieurs pays africains.

D'autres filières sont également étudiées, comme le coton avec les travaux dans le Sud-Ouest de Jean-Michel HOERNER (1987), et plus généralement de Michèle FIELOUX et de Jacques LOMBARD (1987). Quant à elle, la filière maïs dans cette même région sera étudiée par la suite à travers les travaux du programme Gerem (Gestion des espaces ruraux et environnement à Madagascar) dirigé par Pierre Milleville (Chantal BLANC-PAMARD *et al.*, 2005). Parmi l'ensemble des travaux abordant la dimension économique dans ce programme, citons plus particulièrement : Sylvain FAUROUX (2000) ou encore Christine AUBRY et Auguste RAMAROMISY (2003). Enfin, la décennie 1990 voit le lancement d'une analyse filière sur la crevette avec les travaux de Christian Chaboud (voir chapitre 12). La spécificité de ces analyses est de mettre l'accent non seulement sur l'organisation des filières mais aussi sur la place qu'elles occupent dans le fonctionnement des sociétés rurales (FAUROUX, 1990, 1994). Par exemple, en partant d'une approche élevage, Emmanuel Fauroux analyse le rôle central des zébus dans l'organisation des sociétés rurales de l'ouest et du sud de Madagascar. Ce fai-

sant, son travail sur les structures lignagères et sur les rapports de clientélisme met en évidence des logiques économiques (accumulation, échanges) qui échappent à la simple approche marchande. Son apport, en économie (voir chapitre 5 pour les éléments relevant de l'anthropologie *stricto sensu*), est sans conteste l'analyse en termes de dynamique économique, c'est-à-dire la manière dont ces logiques évoluent selon les mutations endogènes (éléments fragilisant la richesse des *mpanarivo*<sup>4</sup>, etc.) et les contraintes exogènes (effet de la crise politique du début des années 1980 sur les vols de bœufs, etc.).

De manière générale, l'important programme de réformes économiques engagées dans le cadre des programmes d'ajustement structurel des années 1980 a provoqué un bouleversement économique et social dans des campagnes que la période socialiste avait conduites à un repli sur elles-mêmes. Toutefois, au début des années 1990, le pays est au creux de la vague, combinant récession économique et pauvreté à des niveaux jamais atteints depuis l'Indépendance, et instabilité politique en dépit du processus de transition démocratique amorcé quelques années plus tôt.

## Transitions politique et économique : le renouveau de la recherche économique post-ajustement structurel

C'est dans ce contexte de double processus de transition politique et économique que l'Orstom effectue un redéploiement des activités de recherches dans le domaine de l'économie en mettant en place le projet Madio (Madagascar-Dial-Instat-Orstom). De par son objectif d'analyse des conditions de réussite de ce processus de transition et du partenariat structurant autour d'institutions économiques clés, ce projet constitue, à l'époque, le plus ambitieux programme de recherche en économie mis en place dans le pays. Associant l'Orstom (puis l'IRD) à travers son unité de recherche Dial (Développement, institutions et analyses de long terme) et l'Institut national de la statistique malgache (Instat), il a connu trois phases successives : de 1994 à 1999 avec l'affectation de trois chercheurs IRD (Isabelle Droy, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, responsable du programme) et une quinzaine de jeunes chercheurs malgaches ; de 1999 à 2003, l'appui de chercheurs IRD s'est fait sous forme de missions ; de 2003 à aujourd'hui enfin, le projet en tant que tel s'est achevé, mais les collaborations se sont poursuivies sur des thématiques ciblées. Au total, une trentaine de chercheurs malgaches, français et étrangers, dont douze chercheurs statutaires de l'IRD, ont participé au projet, souvent sur longue durée.

4. Personne localement puissante et influente.

À la différence des recherches antérieures de type monographique que nous avons évoquées précédemment, l'approche est plus macro (économique et sociopolitique), quantitative et appliquée. Les méthodes mises en œuvre (enquêtes statistiques à grande échelle, microéconométrie, modélisation macroéconomique) correspondent à l'introduction et à l'application sur le terrain d'une « nouvelle culture économique », jusqu'alors peu développée à l'Orstom<sup>5</sup>. En premier lieu, le projet Madio a développé une capacité d'innovation méthodologique en économie et statistique (enquêtes de panels, exploration de nouvelles thématiques, micro-simulation, dispositif d'évaluation d'impact, etc.) qui a diffusé largement au-delà du projet, à Madagascar mais aussi dans d'autres pays. La démarche a suivi un processus similaire : d'abord rodés à Madagascar, les outils ont ensuite été proposés et appliqués à l'extérieur, en Afrique et sur d'autres continents (Amérique latine, Asie). Dans le domaine des enquêtes<sup>6</sup>, on citera à titre d'exemple le cas des Enquêtes 1-2-3 sur l'emploi, le secteur informel et la pauvreté, secteurs particulièrement importants et mal connus des économies des PED. Réalisées chaque année à partir de 1995, ce type d'enquêtes s'est étendu de Madagascar à une vingtaine de PED, d'abord en Afrique de l'Ouest au début des années 2000 (BRILLEAU *et al.*, 2005) puis à d'autres continents (ROUBAUD, 2009). L'exemple des modules sur les *Multiples dimensions de la pauvreté*, la *gouvernance* et la *démocratie*, aux frontières de l'économie traditionnelle, est également emblématique. Partant du constat de l'interpénétration des dimensions économiques et politiques du développement, de la montée en puissance des thématiques liées à la pauvreté et à la gouvernance à l'échelle internationale, des enquêtes spécifiques, quantitatives et représentatives, ont été élaborées pour mesurer à la fois les perceptions et les expériences vécues des acteurs (ménages et entreprises) dans ce domaine (corruption, participation politique, etc.). Après une première expérimentation en 1995 (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 1996), ces modules ont été reconduits d'année en année à Madagascar à partir de 1997, puis exportés en Afrique (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2006) et en Amérique latine (HERRERA *et al.*, 2007). Parallèlement, à l'instigation de Madio, Madagascar est devenu membre du réseau *Afrobaromètre* et a pris part aux vagues 4 et 5 d'enquêtes nationales (2005 et 2008) couvrant plus de 15 pays africains. Dans le domaine de la modélisation, Madio a développé une palette de modèles macroéconomiques pour traiter de questions diverses : projections et scénarios à court terme de l'économie malgache (*Prestomad*), impact des projets à haute intensité de main-d'œuvre (*Madhimo*), simulation de politiques structurelles en équilibre général (*Megadifi*). Ces modèles mobilisent notamment les informations collectées dans les enquêtes sur les principales zones d'ombre de l'économie malgache. Plus original, c'est dans le cadre du projet Madio que les techniques de micro-simulations et la modélisation micro-macro visant à analyser l'impact distributif des réformes

5. Les fonctions remplies par Madio en matière de recherche économique et statistique, de formation/transfert de connaissances et d'expertise/valorisation ont été décrites en détail dans diverses publications (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD 2007 ; CLING et ROUBAUD, 2006 ; ROUBAUD, 2000 a, 2000 b).

6. Le cas des observatoires ruraux, développés dans le cadre du projet, est détaillé ci-après dans ce chapitre.

ont été expérimentées. Après un premier banc d'essai sur Madagascar (COGNEAU, 1999), ces outils ont été affinés puis mis en œuvre dans un contexte plus large (COGNEAU *et al.*, 2003). Enfin, à la croisée de la montée en puissance des projets de microfinance et des méthodes quasi expérimentales d'évaluation d'impact des politiques, un dispositif *ad hoc* adossé à l'Enquête 1-2-3 a permis de mesurer rigoureusement les retombées d'un projet de microfinance urbaine à Madagascar. GUBERT et ROUBAUD (2006) ont ainsi montré que suivant une approche statique, les micro-entreprises financées enregistrent de meilleures performances en moyenne que celles n'ayant pas bénéficié de financement. Toutefois, les analyses menées en dynamique sont plus nuancées, l'effet du projet en période de récession paraissant plus incertain. Il s'agissait d'une des premières analyses de ce type menées en Afrique et de nombreuses applications sont en cours dans d'autres pays.

En second lieu, les enquêtes statistiques ont permis aux chercheurs de Madio d'approfondir dans de nombreuses directions, souvent jusqu'alors méconnues, la connaissance de l'économie et de la société malgache, afin de mieux comprendre les dynamiques en cours ainsi que les enjeux et les contraintes auxquels celles-ci sont confrontées. Parmi les sujets traités, le fonctionnement du marché du travail et du secteur informel ont donné lieu à des analyses approfondies pour étudier, entre autres, dans quelle mesure la croissance exceptionnelle de la fin des années 1990 a profité aux ménages, et en particulier aux pauvres (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 1999). Du point de vue des politiques, GAUTIER *et al.* (2001) se sont intéressés à la fiscalisation du secteur informel, tandis que GUBERT et ROUBAUD (2006) ont analysé l'impact de la microfinance sur ce secteur. Dans le cadre de l'intégration du pays dans l'économie mondiale, des travaux ont été conduits sur le rôle des zones franches exportatrices en termes de création d'emplois, de réduction des inégalités de genre ainsi qu'en tant que secteur moteur de l'économie (CLING *et al.*, 2005 ; GLICK et ROUBAUD, 2006). Dans un autre registre, la mise en œuvre d'enquêtes spécifiques sur les trajectoires biographiques (résidentielle, matrimoniale et professionnelle) a permis d'évaluer la manière dont la dynamique économique sur longue période s'est répercutée sur les conditions de vie de différentes générations (ANTOINE *et al.*, 2000), et notamment sur les difficultés croissantes d'insertion des jeunes (ANTOINE *et al.*, 2001). La montée en puissance de la question de la pauvreté a suscité de nombreuses recherches portant sur les multiples dimensions de la pauvreté urbaine, ses causes et sa dynamique, ainsi que les implications en termes de politiques publiques (COGNEAU *et al.*, 2002 ; HERRERA et ROUBAUD, 2005 ; RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2005 a). Plus largement, dans le champ de l'analyse des politiques de développement, l'organisation en février 2001 d'un colloque international sur les nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté à Madagascar (en substitut des politiques d'ajustement structurel), a permis d'élargir la perspective (CLING *et al.*, 2003). Toujours en lien avec la pauvreté, un champ de recherche liant qualité des institutions (gouvernance), régime politique, mode de croissance et conditions de vie des ménages a donné lieu à plusieurs travaux : quelles sont les attentes de la population en termes de

réformes économiques et politiques et quels sont les facteurs qui les déterminent (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 1996 et 2005 b) ? Comment les identités (ethniques, de caste, de religion, de quartier) se construisent et perdurent, comment elles affectent la hiérarchie sociale et influent sur les comportements politiques (ROUBAUD, 2000 c ; RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002 a ; ROUBAUD et WACHSBERGER, 2006) ? Au niveau plus macroéconomique, les différents modèles, alimentés par les résultats d'enquêtes et les zooms thématiques, ont servi à dresser le bilan et à évaluer les perspectives de croissance économique, l'évolution des inégalités et des conditions de vie des ménages (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 1997 ; RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2002 b ; COGNEAU et ROBILLIARD, 2008)<sup>7</sup>.

De manière générale, les recherches en économie menées à partir des années 1990 sous l'impulsion de ce programme ont visé, au-delà de l'aspect purement scientifique que nous venons d'évoquer, la volonté de diffuser les connaissances économiques dans le grand public permettant ainsi d'enrichir le débat démocratique. Nous reviendrons sur cet aspect en conclusion.

## Économie et pauvreté : observatoires socio-économiques, conditions de vie des ménages, développement socialement durable

Conformément à l'évolution des cadres de pensée en économie du développement, l'accent mis sur la lutte contre la pauvreté a été particulièrement fort à Madagascar. Cette thématique a été abordée à travers un nouvel outil, les observatoires socioéconomiques. Emprunté à l'astronomie, le terme « observatoire » a d'abord été appliqué à des systèmes de recueil de données hydrologiques ou biologiques. Depuis les années 1980, il est de plus en plus utilisé pour désigner une forme particulière de système d'information sur la situation économique et sociale (CLIGNET, 1998). Un observatoire socioéconomique est caractérisé par une structure autonome permettant un suivi permanent d'une population ciblée, l'objectif étant de produire une information analysée pour un groupe d'utilisateurs travaillant à différentes échelles. On peut avoir des observatoires de terrain, effectuant de la collecte d'information primaire, ou des observatoires de synthèse qui rapprochent des informations issues de sources diverses et de formes différentes.

7. Synthétisant ces recherches, un numéro spécial de la revue *Afrique contemporaine* a porté un regard rétrospectif et prospectif sur dix ans de transitions économique et politique à Madagascar, un an après la crise de 2001 (ROUBAUD, 2002).

Ce système d'investigation a été développé en milieu rural à Madagascar depuis 1995. La phase expérimentale a été tout d'abord élaborée en partenariat avec l'Instat dans le cadre du projet Madio décrit ci-dessus. Le volet des observatoires ruraux, coordonné par Isabelle Droy, avait pour objectif d'observer l'impact des réformes économiques sur les ménages ruraux. La très grande diversité agro-écologique de la Grande Île et les différentes problématiques qui y sont associées justifiaient l'emploi de cet outil qui permet de sérier quelques problèmes cruciaux pour l'économie du pays. Les quatre premiers observatoires mis en place dans les régions d'Antahala, Antsirabe, Marovoay et Tuléar ont permis de conforter cette méthode et l'intérêt des résultats obtenus. À la fin de la première phase du projet Madio, en 1999, une structure originale a été créée pour maintenir et élargir le dispositif sous la forme d'un réseau. Le ROR (Réseau des observatoires ruraux) est ainsi rattaché institutionnellement depuis 1999 à une structure publique (ministère de l'Agriculture puis Primature), bénéficiant de plusieurs sources de financement. Le responsable du ROR depuis 1999, Patrick Rasolofo, a été formé sur la méthodologie des observatoires dans le cadre de Madio. De 1999 à 2007, quinze observatoires<sup>8</sup> sont répartis dans les différentes régions du pays, ce qui a permis d'élargir l'éventail des problématiques abordées. Le fonctionnement en réseau a permis de garder une méthodologie commune et donc des comparaisons possibles entre les observatoires.

La principale originalité du dispositif réside dans le suivi temporel d'environ 500 ménages par observatoire, choisis sur des sites qui illustrent une problématique importante de l'agriculture malgache. Cet outil permet d'analyser l'évolution de certains indicateurs socioéconomiques, mais aussi l'identification des dynamiques et des stratégies des ménages dans le temps, notamment avant et après un choc économique ou climatique. L'unité d'observation étant le ménage, et non l'exploitation agricole comme dans les enquêtes agricoles classiques, l'ensemble de la sphère d'activité de chaque agent peut être saisie, permettant ainsi de prendre en compte la pluriactivité fréquente en milieu rural (DROY *et al.*, 2000).

Avec la mise en place des politiques de lutte contre la pauvreté à la fin des années 1990, les observatoires ruraux ont été de plus en plus mobilisés pour apporter une information analytique sur la pauvreté et les inégalités en milieu rural (DUBOIS et DROY, 2001). Différents modules sont développés pour prendre en compte les aspects multidimensionnels du bien-être, s'inscrivant en cela dans les nouvelles approches d'analyse de la pauvreté<sup>9</sup> qui n'est plus réduite aux seuls aspects monétaires. L'importance de l'insécurité alimentaire en milieu rural a conduit à approfondir ces questions dans les enquêtes et à intégrer les observatoires dans le Sirsa (Système d'information rural et de sécurité alimentaire, financé par l'Union européenne) qui couvre la moitié Sud du pays (province de Tuléar et Fianarantsoa), en complément des dispositifs existants comme le système d'alerte précoce. La production d'une information analysée

8. Avec cependant de légères variations annuelles, car il y a eu des abandons liés à des ruptures de financements extérieurs et de nouveaux observatoires créés en fonction des intérêts des opérateurs.

9. Notamment en mobilisant l'approche des capacités qui se réfère au cadre conceptuel développé à partir des travaux de A. Sen.

est une des caractéristiques des observatoires, qui la différencie notamment des banques de données. Après chaque campagne annuelle d'enquêtes auprès des ménages, un « état des lieux des campagnes malgaches » est publié, reprenant les principaux indicateurs (offre productive, revenus, scolarisation, évolution des prix, etc.). Par ailleurs, un bulletin d'information, *Le Petit Obs*, disponible en ligne, offre chaque mois un zoom thématique et l'évolution des travaux des observatoires.

En plus de cette information rapidement disponible pour les opérateurs et décideurs, les observatoires servent de base pour des travaux scientifiques variés, thèses en économie du développement et articles. Une large palette de thématiques de recherche a pu être abordée grâce aux enquêtes collectant à la fois des données qualitatives et quantitatives, centrées sur les *livelihoods* (moyens d'existence), et qui permettent de combiner des informations sur les activités économiques des différents membres du ménage et des informations sur les conditions de vie (scolarisation des enfants, indicateurs de confort, sécurité alimentaire). Citons les travaux sur les inégalités de genre (DROY, 2006), sur les inégalités foncières (DROY *et al.*, 2008) ou sur la diversité des agricultures paysannes (PESNEAUD, 1997). Plusieurs travaux se sont également intéressés aux conditions socioéconomiques de la production de riz (DROY, 1998 ; ROUBAUD, 1997).

La dimension en panel des observatoires a, quant à elle, permis d'explorer des thématiques sous un angle original, qui permet d'analyser la situation et les stratégies des ménages avant, pendant et après un choc ou une crise. Plusieurs travaux ont ainsi pu être réalisés sur la vulnérabilité des ménages à un événement climatique ou à un choc économique (DROY et RASOLOFO, 2003 ; BIDOU et DROY, 2007 ; ROUSSEAU, 2007 ; GUBERT et ROBILLIARD, 2008). Ainsi, le suivi de l'observatoire d'Ambovombe, situé dans le sud du pays (Androy), a permis de distinguer les différentes stratégies mises en œuvre par la population au cours d'une crise qui s'est étalée entre 2000 et 2004, marquée par une succession de sécheresses qui ont provoqué des difficultés alimentaires sévères dans cette région. Les inégalités économiques semblent écrasées par la pauvreté ambiante (97 % des ménages de l'observatoire sont sous le seuil de pauvreté national), peu de ménages sont en situation de résister à la fois à une série de mauvaises récoltes et à de fortes hausses des prix alimentaires, voire une pénurie dans l'approvisionnement. C'est alors que les groupes particulièrement vulnérables, qui seraient en proie à la famine sans l'aide extérieure, se différencient de ceux qui semblent mieux résister. Ce n'est pas tant l'écart de revenus qui les distingue, que le choix des stratégies possibles pour traverser la crise.

Pour finir, les observatoires ruraux ont alimenté deux projets de recherche pluriannuels. Le programme intitulé *Dynamique de la pauvreté rurale à Madagascar sur courte et longue périodes*, coordonné par Flore Gubert et Anne-Sophie Robilliard, a cherché à analyser l'ensemble des facteurs de persistance de la pauvreté en milieu rural, aussi bien à travers la mesure et l'analyse de la pauvreté sur la durée du panel (temps court) (GUBERT *et al.*, 2003) que par l'étude des comportements microéconomiques de gestion du risque (GUBERT et ROBILLIARD, 2002 ; 2008) ou encore par l'étude de la transmission intergénéra-

tionnelle du capital physique et humain (temps long) (SENNE, 2006 ; SENNE *et al.*, 2006). Un autre programme pluriannuel, coordonné par Isabelle Droy s'intitule *Pauvreté et gouvernance locale : les impacts de la politique de décentralisation. Une approche comparative entre Madagascar et la Guinée*. Ce programme étudie les liens entre la pauvreté et la gouvernance locale dans le cadre de la décentralisation, en s'appuyant sur les données des observatoires. Il s'est particulièrement intéressé aux conditions de mise en œuvre de la décentralisation foncière ainsi qu'au transfert de gestion des ressources naturelles de l'État vers les communes et régions (DROY *et al.*, 2007 ; BIDOUE *et al.*, 2008 a).

Les résultats mis en évidence par ces programmes témoignent à la fois de la complexité du phénomène de la pauvreté en milieu rural et de la richesse des données issues du dispositif des Observatoires ruraux (GUBERT et ROBILLIARD, 2007 ; BIDOUE et DROY, 2007). À partir de l'analyse des comportements microéconomiques des ménages ruraux, on peut identifier des phénomènes qui sont à l'origine de trajectoires d'appauvrissement ainsi que des canaux de transmission de la pauvreté sur longue période. Ainsi, les ménages qui héritent de faibles capitaux se trouvent durablement dans une situation, sinon de pauvreté, du moins de vulnérabilité devant les chocs. Les ménages doivent donc mettre en œuvre des mécanismes individuels de gestion du risque, par exemple la mise au travail des enfants ou la décapitalisation du troupeau dans les régions d'élevage, afin de faire face aux chocs qu'ils subissent. Or, certains de ces mécanismes participent également à la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

## Économie et environnement : action collective, gestion des ressources naturelles, politiques environnementales

La problématique environnementale constitue avec celle de la lutte contre la pauvreté un des principaux thèmes de recherche des années 2000. Or, Madagascar a été un des premiers pays au monde à mettre au point une charte environnementale (1990) et un plan national d'action environnemental visant le développement durable<sup>10</sup>. Compte tenu de sa forte biodiversité, Madagascar devient ainsi un terrain privilégié des recherches sur ce thème (CHABOUD *et al.*, 2007). Le déroulement de ce plan environnemental (1990-2008) est ainsi l'occasion d'illustrer la dichotomie opérée par les économistes entre « soutenabilité faible » et « soutenabilité forte ».

10. Dans leur ouvrage, FALLOUX et TALBOT (1992) expliquent que c'est lors de la présentation du rapport Brundtland à l'ambassadeur malgache aux États-Unis, Léon Rajaobelina, ancien gouverneur central de la Banque centrale de Madagascar, que l'idée d'élaborer ce plan émerge.

La soutenabilité faible met l'accent sur la capacité de l'économie à intégrer les contraintes environnementales dans les processus de croissance, ce qui permet d'en assurer la soutenabilité à terme. Cette démarche repose essentiellement sur l'hypothèse de substituabilité des facteurs de production, dont le capital naturel, et sur l'évaluation monétaire de l'environnement. Même si certains notent de grandes différences, notamment sur le traitement intergénérationnel, entre la soutenabilité faible et l'économie du bien-être, on note malgré tout que l'argument central de ce courant repose sur l'idée que les dommages environnementaux sont liés à l'absence de définition des droits de propriété ainsi qu'à un manque d'évaluation économique de l'environnement et de règles de compensation. Cette approche de soutenabilité faible se traduit à Madagascar par des travaux visant la détermination de la valeur économique totale, exprimée en monnaie, des écosystèmes menacés ou à conserver. Ces évaluations permettent ainsi de mobiliser des outils d'aide à la décision tels que l'analyse coûts-bénéfices. Une première tentative de ce type de calcul est réalisée par l'université de Bordeaux IV dans le cadre des activités du CFSIGE (Centre de formation en systèmes d'informations géographiques et en environnement, Antananarivo) durant la première phase du Programme environnemental. Une dizaine d'études pilotes mettent ainsi l'accent sur les évaluations économiques. Ces travaux ne vont pas pour autant créer une dynamique de recherche autour de ces techniques d'évaluation. Ces dernières resteront en fait le fruit des travaux de la Banque mondiale dont certains sont désormais très connus (KRAMER *et al.*, 1994, 1995 ; FERRARO, 2002).

Les travaux des chercheurs de l'IRD et des collègues universitaires malgaches et français associés relèvent plutôt de la soutenabilité forte. Celle-ci repose sur l'idée que la compréhension des dommages environnementaux ne s'explique pas par une sous-estimation de la valeur économique des écosystèmes menacés et que les agents économiques, pour reprendre la terminologie économique, c'est-à-dire les paysans impliqués dans les processus de déforestation ou les pêcheurs dans le cas de la surexploitation des ressources halieutiques, n'agissent pas uniquement sur la base d'un calcul coûts-bénéfices. Sans pour autant éliminer tout motif marchand dans les choix de ces agents, cette approche considère que leurs décisions sont prises dans le cadre de règles collectives qu'il convient d'explicitier. Cette démarche s'inscrit dans le courant développé par l'IASCP (*International Association for the Study of Common Property*) dans la continuité des travaux d'OSTROM (1990). Les chercheurs du Cirad et leurs collègues malgaches participent activement à ces recherches qui aboutiront à l'élaboration de la loi Gelose<sup>11</sup> (BABIN *et al.*, 2002). Ces recherches perdurent, en témoignent par exemple les deux ouvrages parus en 2006 sur ces questions (BERTRAND *et al.*, 2006 a et 2006 b).

Des chercheurs de l'IRD apportent également un éclairage pertinent sur ce lien entre gestion des ressources et action collective. C'est le cas par exemple des recherches menées par Frédéric GANNON et Frédéric SANDRON (2006) qui prennent appui sur le *fihavanana*<sup>12</sup>, comme le font d'ailleurs les chercheurs impli-

11. « Gestion locale sécurisée ». Il s'agit d'un transfert de gestion de l'État aux communautés de base.

12. Lien social, systèmes de règles ayant trait aux rapports sociaux.

qués dans la gestion communautaire cités plus haut, pour aborder, dans une perspective d'économie des conventions, la question de l'innovation en milieu rural. Les travaux de Pascal GASTINEAU (2006) portent également sur la gestion des ressources communes en reprenant l'expérience des petits périmètres irrigués (PPI) abordée dans les travaux du début des années 1990. Hery ANDRIANANJA et Vahinala RAHARINIRINA (2004) comparent également les modes de gestion des ressources naturelles dans le Sud-Ouest (Mikea) et sur les Hautes Terres (Majakatempo). Ce dernier site d'étude fait également l'objet de plusieurs travaux d'économistes parmi lesquels on retiendra ANDRIANANJA *et al.* (2006) qui proposent une lecture inédite de la gestion participative de la station forestière de Majakatempo à partir de la notion de capital social.

Une des spécificités de la recherche de l'IRD dans ce domaine et qui se révèle relativement novatrice dans le traitement des rapports milieux-sociétés, est la mise en perspective au niveau politique et national de cette problématique. Géraldine Froger et Philippe Méral ont par exemple porté l'attention sur la manière dont s'élaborent les décisions en termes de politiques environnementales au niveau national. Ils montrent ainsi l'influence que les acteurs internationaux (agences d'aide, ONG, etc.) ont sur les choix pris en la matière et les effets que cela peut engendrer sur la mise en œuvre au niveau local (FROGER *et al.*, 2004). La gestion communautaire est vue comme un outil de gestion durable des écosystèmes promu par certaines institutions et critiqué par d'autres. Il ressort de ces analyses que l'effectivité de tel ou tel outil de gestion environnementale n'est pas tant liée à sa pertinence au niveau local qu'aux orientations prises nationalement dans un contexte international en perpétuelle évolution (MÉRAL et RAHARINIRINA-DOUGUET, 2006). L'analyse du rôle des bailleurs de fonds fait ainsi l'objet de recherches spécifiques à travers les travaux de Fano Andriamahefazafy (FROGER et ANDRIAMAHEFAZAFY, 2003 ; ANDRIAMAHEFAZAFY et MÉRAL, 2004 ; ANDRIAMAHEFAZAFY, 2007 ; ANDRIAMAHEFAZAFY *et al.*, 2007) qui mettent l'accent sur les spécificités des bailleurs de fonds dans leur approche et la fragilité des dispositifs mis en place au niveau local.

L'analyse des différents temps forts de la politique environnementale malgache, influencée par des injonctions internationales, fait également l'objet de recherches dans le cadre d'une ACI (Action concertée incitative) du ministère français de la Recherche ; Géraldine Froger et Philippe Méral ont distingué trois temps de cette politique : celui de la gouvernance d'autorité (mise en place des parcs et gestion centralisée des ressources naturelles), celui de la gouvernance participative (expériences de conservation intégrée) et celui, plus récent, d'une gouvernance hybride avec un retour à une conservation plus stricte et un rôle réaffirmé de l'État « encastré » aux processus de gouvernance décentralisée des ressources naturelles mis en place depuis 1996. Dans ce cadre, Fano ANDRIAMAHEFAZAFY et Héry ANDRIANANJA (2009) ont, quant à eux, étudié les conflits de temporalité et les perspectives de durabilité dans la gouvernance forestière en comparant deux études de cas : Manjakatempo et Ranomafana.

Un autre fait marquant de la recherche en économie de l'environnement est la mise en relation de la gestion environnementale avec les approches filières, liant à nouveau économies de l'environnement et du développement. Dans un souci de promouvoir la conservation et la lutte contre la pauvreté, la politique environnementale met ainsi en avant la valorisation économique des écosystèmes, celle-ci pouvant se faire d'ailleurs à partir d'une approche communautaire. Les travaux portent alors sur l'écotourisme, les huiles essentielles et les plantes médicinales, etc. (ANDRIANAMBININA et FROGER 2006 ; CHABOUD *et al.*, 2004 ; MÉRAL *et al.*, 2006). Ils s'inspirent en grande partie des nouvelles approches de l'économie de la proximité et des systèmes productifs locaux développés par l'économie géographique (REQUIER-DESJARDINS, 2005). Ces approches visent à analyser la manière dont peuvent être activées des ressources spécifiques à tel ou tel territoire permettant ainsi de procéder à une démarche de marquage des produits. Le lien avec le territoire conduit à aborder la question du patrimoine non pas à partir d'une médiation entre membres de la communauté mais plutôt à travers la valorisation marchande de produits du terroir. Ces travaux sont de plus en plus menés conjointement à une réflexion en termes d'évaluation économique associant éléments purement économiques et d'autres sur les impacts en termes d'emplois, d'activités conjointes, etc. La démarche adoptée est l'analyse multicritères, ce qui contribue à poursuivre la réflexion de type économique-écologique spécifique à l'approche en termes de soutenabilité forte.

Un autre objet de recherche de l'IRD en économie de l'environnement porte aussi sur l'étude de la gouvernance des aires protégées. Christian Chaboud et Florence Galletti, dans le cadre de l'Action transdépartementale incitative (ATI) « Aires protégées » dirigée par Catherine Aubertin (2004-2007), étudient les aires marines protégées malgaches, existantes ou en cours de constitution, pour montrer en quoi elles constituent une catégorie particulière de territoires à protéger et à encadrer pour le droit et l'économie. Ils illustrent également les fonctions de conservation et de développement de ces zones maritimes ainsi que les conflits d'usage qui en résultent (CHABOUD et GALLETTI, 2007).

Enfin, l'évolution de la recherche en économie de l'environnement ne saurait être à jour sans qu'il soit fait mention des travaux très récents dans le domaine du financement durable et notamment du financement de la conservation. Ce nouveau champ de recherche émerge au niveau international avec l'apparition de la thématique des paiements des services environnementaux (PAGIOLA *et al.*, 2002). Les chercheurs de l'IRD travaillant dans le cadre de l'ATI Aires protégées ont eu l'occasion de mettre en évidence ces évolutions à Madagascar. La mise en place de contrats de concession des aires protégées, la création d'une fondation malgache pour la biodiversité fonctionnant sur la base des *trust funds* et les potentialités offertes par les mécanismes de financement pour la captation du carbone sont les principales activités étudiées (MÉRAL *et al.*, 2008). Compte tenu de l'importance que revêtent aujourd'hui ces outils, nul doute qu'ils fassent l'objet de recherches dans le futur.

## Conclusion

À l'heure où Madagascar connaît d'importantes difficultés économiques, les économistes intervenant à Madagascar sont convaincus de la nécessité du maintien d'un effort de recherche. Celui mené par l'Orstom/IRD s'est progressivement développé selon plusieurs axes qu'il convient de préciser. En effet, au-delà de l'activité de recherche proprement dite, deux orientations ont été prises. Premièrement, une diffusion des résultats auprès des non-scientifiques afin d'enrichir le débat démocratique. On citera bien volontiers la politique menée par le projet Madio dont une des spécificités a été de diffuser auprès du plus grand nombre des analyses sur des thèmes sensibles (plus de 500 articles publiés entre 1995 et 1999 ; émissions radio et télévision) et susciter l'intérêt d'acteurs clés et de décideurs, notamment l'administration et les bailleurs de fonds, à travers une large diffusion des travaux écrits (publication officielle systématique des résultats d'enquêtes, analyses et articles thématiques) auprès d'une trentaine d'intermédiaires stratégiques : administrations économiques, bailleurs de fonds, organisations de la société civile et médias. Les démarches auprès de la communauté scientifique constituent également un point fort, qu'il s'agisse de revue comme la revue *Économie de Madagascar*<sup>13</sup> entre 1996 et 1999 ou des nombreux colloques organisés par l'Orstom/IRD.

Deuxièmement, l'Orstom/IRD s'est progressivement investi dans le soutien institutionnel aux équipes malgaches. La philosophie d'intervention repose sur la structuration du partenariat malgache concomitamment à la conduite des programmes. Ce partenariat institutionnel s'est concrétisé par le soutien individuel dans le cadre d'encadrement d'étudiants en deuxième et troisième cycles universitaires (soutien aux doctorants) mais aussi par la création de laboratoires de recherche, le C3EDM à l'université d'Antananarivo en 2001 par exemple, ou encore par le soutien à des économistes seniors dans le cadre de statut de chercheur associé notamment<sup>14</sup>. La reconnaissance de ces économistes et de ces structures, par leur insertion dans des institutions nationales ou chez des bailleurs de fonds, voire de manière informelle dans des réseaux internationaux, constitue un marqueur tout à fait symptomatique de la démarche contemporaine de l'Orstom/IRD à Madagascar ; démarche facilitée par les dispositifs élaborés par l'IRD à travers son Département soutien et formation aux communautés scientifiques du Sud (DSF) notamment.

Ces initiatives, en visant la diffusion des connaissances et le développement des capacités individuelles et institutionnelles, s'inscrivent dans le long terme. Toutefois, il faut bien convenir qu'elles sont confrontées au temps court de la plupart des partenaires, lesquels sont tributaires des logiques politiques diffi-

13. Revue créée à l'instigation du projet Madio, de la Banque centrale de Madagascar et de l'Instat en 1996. Cette revue qui a publié quatre numéros entre 1996 et 1999, avait pris la succession de *La Revue Économique de Madagascar*, disparue avec la fermeture brutale du pays en 1972 (ROUBAUD, 2000 a).

14. Le directeur général de l'Instat sur la période 2006-2007, Rakotomalala Andriamampianina, était par exemple un ancien chercheur du projet Madio.

les à anticiper, de la fréquence élevée des évaluations des projets et des programmes des bailleurs de fonds dans lesquels ils sont impliqués et bien sûr de la conjoncture économique. Si jusqu'alors, une certaine flexibilité a permis à l'Orstom/IRD de poursuivre, malgré ces contraintes, une telle dynamique de long terme, l'institut est à son tour confronté à cette culture « instantanéiste » portée par les nouvelles politiques de recherche occidentales.

Ce constat transcende les disciplines mais trouve un écho particulier chez les économistes dans la mesure où de nombreux domaines de notre discipline, on pense notamment à l'économie de l'innovation par exemple, montrent de plus en plus clairement que les conditions du développement d'un pays et sa place dans un monde globalisé reposent en grande partie sur la structuration de la recherche scientifique autour de différents acteurs institutionnels et économiques. En y faisant implicitement référence, STIGLITZ (1999) précisait : « nous voyons aujourd'hui le développement économique moins comme une affaire de construction, de montage, et davantage comme un problème d'éducation, au sens large, englobant les notions de savoir, d'institutions et de culture »<sup>15</sup>. Or, actuellement, alors que la production des savoirs et des idées sur le développement tend à s'internationaliser et à se normaliser sous l'effet de la mondialisation, de nombreux chercheurs<sup>16</sup> soulignent l'intérêt de maintenir un lien avec le terrain, permettant de faire ressortir ces spécificités nationales en matière de savoir, d'institutions et de culture. Nul doute que l'IRD peut jouer un rôle central dans cette tendance. Celle-ci ne doit pas être considérée comme une posture de confrontation contre la recherche internationale mais, au contraire, comme un atout de la recherche française au sein de la communauté scientifique internationale.

## Bibliographie

ANDRIAMAHEFAZAFY F.  
2007 – « Aide au développement  
et aléas de la participation paysanne ».  
In Chaboud C. *et al.*, (eds) :  
*Le développement durable  
à Madagascar : des politiques  
environnementales à l'action  
collective locale*,  
Karthala/MAEE,  
Paris.

ANDRIAMAHEFAZAFY F., ANDRIANANJA H.  
2009 – « Conflits de temporalités et  
perspectives de durabilité dans la gouvernance  
forestière : une analyse comparative entre  
Manjakatempo et Ranomafana ». In Froger G.,  
Géronimi V., Méral P., Schembri P. (éd.) :  
*Diversité des politiques de développement  
durable. Temporalités et durabilités  
en conflit à Madagascar, au Mali  
et au Mexique*, Karthala.

15. Citation non référencée issue de MEIER (2002 : 2).

16. Dans un ouvrage récent, GÉRONIMI *et al.* (2008 : 8) soulignent, en écho aux travaux d'HUGON (1993), la naissance d'une nouvelle étape, à partir du milieu des années 1990, qui « (...) peut être placée sous le double signe de la globalisation et de la normalisation des politiques de développement et de coopération ainsi que de savoirs aux contenus idéologiques dominants, dans un contexte de production diversifiée des connaissances, académiques ou non ».

**ANDRIAMAHEFAZAFY F., MÉRAL P.**

2004 – La mise en œuvre des plans nationaux d'action environnementale : un renouveau des pratiques des bailleurs de fonds ? *Revue Monde en Développement* : « Relations Nord-Sud et Environnement », tome 32, 2004/3, Édition De Boeck : 27-42.

**ANDRIAMAHEFAZAFY F.,**

**MÉRAL P., RAKOTOJAONA J. R.**

2007 – « Bilan et perspectives de la planification environnementale malgache ». In Chaboud C. et al. (éd.) : *Le développement durable à Madagascar : des politiques environnementales à l'action collective locale*, Karthala/MAEE, Paris : 23-50.

**ANDRIANAMBINA D., FROGER G.**

2006 – « L'écotourisme, facteur de développement durable dans un contexte de mondialisation ? Le cas de Madagascar ». In Froger G. (dir.) : *La mondialisation contre le développement durable ?* PIE Peter Lang, Bruxelles.

**ANDRIANANJA H., RAHARINIRINA V.**

2004 – Institutions, acteurs et modalités de coordination : quels enjeux pour la durabilité et la gouvernance des ressources naturelles à Madagascar ? *Revue Monde en Développement* : « Relations Nord-Sud et Environnement », tome 32, 2004/3, Édition De Boeck : 73-87.

**ANDRIANANJA H., RADJA K., SIRVEN N.**

2006 – Réseaux de parenté de Majakatempo : la gestion communautaire de la forêt. *Économie Rurale*, 294-295 : 27-40.

**ANTOINE P., BOCQUIER P.,**

**RAZAFINDRATSIMA N., ROUBAUD F.**

2000 – *Biographies de trois générations dans l'agglomération d'Antananarivo*. Ceped, coll. Documents et manuels, 11, Paris.

**ANTOINE P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

2001 – Contraintes de rester jeune ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo. *Autrepart*, 18 : 17-36.

**AUBRY C., RAMAROMISY A.**

2003 – Typologies d'exploitations agricoles dans un village du front pionnier de la forêt des Mikea (sud-ouest de Madagascar). *Cahiers Agricultures*, 12 : 153-165.

**BABIN D., ANTONA M.,**

**BERTRAND A., WEBER J.**

2002 – « Gérer à plusieurs les ressources renouvelables : subsidiarité et médiation patrimoniale par récurrence ». In Cormier-Salem M.-C., Juhé-Beaulaton D., Boutrais J., Roussel B. (dir.) : *Patrimonialiser la nature tropicale : dynamiques locales, enjeux internationaux*, IRD Éditions, coll. Colloques et séminaires, Paris : 79-100.

**BATAILLE G.**

1967 – *La part maudite, précédé de « la notion de dépense »*. Paris, Éditions de Minuit, coll. Points, 249 p.

**BERNARD A.**

1966 – *Essai d'établissement d'un tableau d'échanges interindustriels à partir d'une enquête de la SEMA sur 200 entreprises malgaches (1962)*. Tananarive, Orstom, multigr., 93 p.

**BERNARD A.**

1968 – *Tamalù, bilan d'une expérience d'industrialisation à Madagascar 1964-1968*. Tananarive, Orstom, multigr. 3 tomes, 493 p.

**BERNARD A.**

1971 – *Essai sur la transition de la société Mahafaly vers les rapports marchands*. Paris, Orstom, 406 p.

**BERTRAND A., MONTAGNE P.,**

**KARSENTY A.**

2006 a – *L'État et la gestion locale durable des forêts en Afrique francophone et à Madagascar*. Paris, L'Harmattan.

**BERTRAND A., MONTAGNE P.,**

**KARSENTY A.**

2006 b – *Forêts tropicales et mondialisation : les mutations des politiques forestières en Afrique francophone et à Madagascar*. Paris, L'Harmattan.

**BIDOU J.-E., DROY I.**

2007 – Pauvreté et vulnérabilité alimentaire dans le sud de Madagascar : les apports d'une approche diachronique sur un panel de ménages. *Mondes en développement*, 35-2007/4-140 : 45-64.

**BIDOU J.-E., DROY I., FAUROUX E.**

2008 a – Communes et régions à Madagascar. De nouveaux acteurs dans la gestion locale de l'environnement. Environnement et décentralisation dans les pays en développement. *Mondes en Développement*, 2008/1-141 : 29-46.

**BIDOU J.-E., DROY I., RASOLOFO P.**

2008 b – Origine et développement de la crise du riz de 2004 à Madagascar : la gouvernance en question. *Catastrophe et gouvernance. Succès et échecs dans la gestion des risques majeurs*. Proximité sociologie, EME Modulaires : 47-66.

**BLANC-PAMARD C.**

1987 – Systèmes de production paysans et modèle rizicole intensif : deux systèmes en décalage. L'exemple des riziculteurs de la Somalac sur les Hautes Terres centrales de Madagascar. *Cahiers des sciences humaines*, XXIII : 507-531.

**BLANC-PAMARD C.,**

**RAKOTO-RAMIARANTSOA H.**

1993 – Les bas-fonds des Hautes Terres centrales de Madagascar : construction et gestion paysanne. *Bas-Fonds et Riziculture*, Antananarivo, 9-14 décembre 1991, Cirad-CA : 31-47.

**BLANC-PAMARD C., MILLEVILLE P., GROUZIS M., LASRY F., RAZANAKA S.**

2005 – Une alliance de disciplines sur une question environnementale : la déforestation en forêt des Mikea (sud-ouest de Madagascar). *Natures Sciences et Sociétés*, 13 : 7-20.

**BRILLEAU A., OUEDRAOGO E., ROUBAUD F.**

2005 – L'enquête 1-2-3 dans les pays de l'UEMOA : la consolidation d'une méthode. *Statéco*, 99 : 15-170.

**CHABOUD C., GALLETTI F.**

2007 – Les aires marines protégées, catégorie particulière pour le droit et l'économie ? *Mondes en développement*, 35-2007/2 – 138 : 27-42.

**CHABOUD C., MÉRAL P.,**

**ANDRIANAMBININA D.**

2004 – Le modèle vertueux de l'écotourisme : mythe ou réalité ? L'exemple d'Anakao et Ifaty-Mangily à Madagascar. *Mondes en développement*, 32-2004/1 – 125 : 11-32.

**CHABOUD C., FROGER G., MÉRAL P.**

2007 – *Madagascar face aux enjeux du développement durable*. Paris, Karthala, 308 p.

**CHARMES J.**

1972 a – Processus de stratification sociale et action de vulgarisation sur les Hauts Plateaux malgaches. *Terre Malgache*, 13 : 69-95.

**CHARMES J.**

1972 b – La monographie villageoise comme démarche totalisante. Application à la paysannerie des Hauts Plateaux malgaches. *Tiers-Monde*, 55 : 639-652.

**CHARMES J.**

1973 – *Les effets d'une action de vulgarisation dans une communauté villageoise en déstructuration. L'opération Productivité-Riz et le projet « tanety » de mise en valeur des collines à Antanimasaka – Manjakandriana*. Orstom-Centre de Tanarive, multigr. 3 tomes : 53 p. + 183 p. + 69 p.

**CHARMES J.**

1975 a – Théorie et pratique de la vulgarisation agricole. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, XII (3) : 249-258.

**CHARMES J.**

1975 b – Métayage et capitalisme agraire sur les périmètres Nord de la Somalac. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, XII (3) : 259-282.

**CHARMES J.**

1976 – Évolution des modes de faire-valoir et transformation des structures sociales dans la région de l'Anony (nord-ouest du lac Alaotra). *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, XIII (4) : 371-386.

**CHARMES J.**

1977 a – Constitution de la rente foncière au lac Alaotra à Madagascar. Première vague consécutive à l'abolition de l'esclavage. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, XIV (1) : 59-69.

**CHARMES J.**

1977 b – « De l'ostentation à l'accumulation. Production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus ». In : *Essais sur la reproduction des formations sociales dominées*. Trav. et Doc. de l'Orstom, 64 : 105-137.

**CHARMES J.**

1978 – Les blocages socio-culturels au développement en tant que manifestations de rapports de domination. *Mondes en développement*, 24 : 877-908.

**CLIGNET R. (dir.)**

1998 – *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*. Paris, IRD/Orstom, 301 p.

**CLING J.-P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. (eds)**

2003 – *New International Poverty Reduction Strategies*. Londres/New York, Routledge.

**CLING J.-P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

2005 – Export Processing Zones in Madagascar: a Success Story under Threat? *World Development*, 33 (5) : 785-803.

**CLING J.-P., ROUBAUD F.**

2006 – 15 ans d'appui à la coopération économique et statistique française avec l'Afrique. *Statéco*, 100 : 45-62.

**COGNEAU D.**

1999 – La formation du revenu des ménages à Antananarivo : une microsimulation en équilibre général pour la fin du siècle. *Économie de Madagascar*, 4 : 131-155.

**COGNEAU D., DUMONT J.-C., GLICK P., RAZAFINDRAKOTO M., RAZAFINDRAVONONA J., RANDRETSIA J., ROUBAUD F.**

2002 – « Poverty, Education and Health: The Case of Madagascar ». In Morisson C. (ed.) : *Education and Health Expenditure and Poverty Reduction in East Africa, Madagascar and Tanzania*. Development Centre Studies, OCDE, Paris : 17-104.

**COGNEAU D., GRIMM M., ROBILLIARD A.-S.**

2003 – « Evaluating poverty reduction policies : the contribution of micro-simulation techniques ». In Cling J.-P. , Razafindrakoto M., Roubaud F. (eds) : *op. cit.* : 340-370.

**COGNEAU D., ROBILLIARD A.-S.**

2008 – « Poverty Alleviation Policies in Madagascar : A Micro-Simulation Model ». In Bourguignon F., Pereira da Silva L. : *The Impact of Macroeconomic Policies on Poverty and Income Distribution*, World Bank and Oxford University Press, New York.

**CONDOMINAS G.**

1960 – *Fokonolona et collectivités rurales en Imerina*. Paris, Berger-Levrault, 236 p.

**DESCHAMPS H.**

1959 – *Les migrations intérieures passées et présentes à Madagascar*. Paris, Berger-Levrault, 284 p.

**DROY I.**

1991 – La réhabilitation des périmètres irrigués à Madagascar, une alternative aux importations de riz ? *Cahiers des sciences humaines*, 27 (1-2) : 117-127.

**DROY I.**

1998 – Que sont les greniers à riz devenus ? (Madagascar). *Autrepart*, 7 : 89-110.

**DROY I.**

2006 – « Quel apport de l'approche par les capacités pour l'analyse des inégalités de genre ? » In Reboud V. (ed.) : *Amartya Sen: A development economist?* Paris, AFD : 125-148. .

**DROY I., RATOVOARINONY R., ROUBAUD F.**

2000 – Les observatoires ruraux à Madagascar 1995-1998 : une méthodologie originale pour le suivi des campagnes. *Statéco*, Insee, Paris.

**DROY I. , RASOLOFO P.**

2003 – « Entre cyclones et marchés mondiaux : la vulnérabilité des ménages de la côte est de Madagascar ». In : *Pauvreté et développement socialement durable*, Presses Universitaires de Bordeaux, Paris : 207-222.

**DROY I., RASOLOFO P., BIDOU J.-E.**

2007 – La décentralisation foncière à Madagascar. *Grain de sel « La souveraineté alimentaire à l'heure de la libéralisation »* (37) : 6-7.

**DROY I., BIDOU J.-E., RASOLOFO P.**

2008 – Pauvreté et sécurisation foncière : les atouts et incertitudes d'une gestion décentralisée à Madagascar. *Taloha, Revue Internationale des Civilisations*, 18-19, <http://www.taloha.info/>

**DUBOIS J.-L., DROY I.**

2001 – *L'observatoire : un instrument pour le suivi de la pauvreté*. Centre d'économie du développement *DT/59/2001*, université Montesquieu-Bordeaux IV (<http://ced.u-bordeaux4.fr/ceddt59.pdf>), 17 p.

**FALLOUX F., TALBOT L.**

1992 – *Environnement et développement en Afrique. Crise et opportunité*. Paris, Maisonneuve et Larose, 441 p.

**FAUROUX E.**

1970 – *Les transformations d'une communauté villageoise malgache : Ambohidranandriana (Vakinankaratra)*. Tananarive, Orstom, multigr. 2 vol. 307 p. + annexe 77 p.

**FAUROUX E.**

1975 – *La formation sociale Sakalava dans les rapports marchands ou l'histoire d'une articulation ratée*. Thèse doct. 3<sup>e</sup> cycle, univ. Paris X, 414 p.

**FAUROUX E.**

1990 – « Approche anthropologique des macro-dynamiques sociales : la crise de l'élevage dans l'Ouest malgache ». In Blanc-Pamard C. : *Dynamiques agraires : la dimension économique*, Paris, Orstom : 191-228.

**FAUROUX E.**

1994 – Les échanges marchands dans les sociétés pastorales de l'ensemble méridional de Madagascar. *Cahier des sciences humaines*, 30 (1-2) : 197-210.

**FAUROUX E.**

2000 – Instabilité des cours du maïs et incertitude en milieu rural : le cas

de la déforestation dans la région de Toliara (Madagascar). *Revue Tiers-Monde*, 164 : 8 15-839.

**FERRARO P. J.**

2002 – The local costs of establishing protected areas in low-income nations: Ranomafana National Park – Madagascar. *Ecological economics*, 43 : 261-275.

**FIELOUX M., LOMBARD J. (éd.)**

1987 – *Aombe 1. Élevage et société. Étude des transformations socio-économiques dans le Sud-Ouest malgache : l'exemple du couloir d'Antseva*. ERA.

**FOURNIER J. P.**

1973 – *Le financement extérieur des investissements publics à Madagascar (1963-1971)*. Tananarive, Orstom, multigr. 57 p.

**FROGER G., ANDRIAMAHEFAZAFY F.**

2003 – Les stratégies environnementales des organisations internationales dans les pays en développement : continuité ou rupture ? *Revue Monde en Développement*, tome 31 (4) : 49-76.

**FROGER G., MÉRAL P., HERIMANDIMBY V.**

2004 – The expansion of governance in the environmental policies in developing countries: the example of Madagascar. *International Journal for Sustainable Development*, 7 (2) : 164-184.

**GANNON F., SANDRON F.**

2006 – Échange, réciprocité et innovation dans une communauté paysanne : une lecture conventionnaliste. *Économie rurale*, 292 : 6-23.

**GASTINEAU P.**

2006 – « A water users association in Madagascar: why does it fail? ». IASCP Europe Regional Meeting, *Building the European commons: from open fields to open source*, Brescia, Italie, 23-25 mars.

**GAUTIER J.-F.,**

**RAKOTOMANANA F., ROUBAUD F.**

2001 – Fiscalisation du secteur informel : recherche impôt désespérément. *Revue Tiers-monde*, Tome XXXV (140) : 751-778.

**GENDARME R.**

1963 a – *L'économie de Madagascar, diagnostic et perspectives de développement*. Paris, Cujas, 211 p.

**GENDARME R.**

1963 b – *La pauvreté des nations*. Paris, Cujas.

**GÉRONOMI V., BELLIER I., GABAS J.-J., VERNIÈRES M., VILTARD Y.**

2008 – *Savoir et politique de développement – Questions en débat à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris, Karthala et Gemdev, 255 p.

**GLICK P., ROUBAUD F.**

2006 – Export Processing Zone Expansion in Madagascar: What are the Labor Market and Gender Impacts? *Journal of African Economies*, 15 (4) : 722-756.

**GUBERT F., ROBILLIARD A.-S.**

2002 – *Testing for Insurance Using Panel Data on Rural Madagascar*. DIAL, mimeo.

**GUBERT F., ROBILLIARD A.-S.**

2007 – Dynamique de la pauvreté en milieu rural à Madagascar. *Dialogue*, Lettre d'information de DIAL, 26 : 2-8.

**GUBERT F., ROBILLIARD A.-S.**

2008 – Risk and Schooling Decisions in Rural Madagascar. A Panel Data Analysis. *Journal of African Economies*, 17 (2) : 207-238.

**GUBERT F., ROBILLIARD A.-S., ROUBAUD F.**

2003 – *Dynamics of Rural Poverty in Madagascar*. DIAL, mimeo.

**GUBERT F., ROUBAUD F.**

2006 – « Le financement de très petites entreprises urbaines : étude d'impact de microfinance à Antananarivo (Madagascar) ». In Decaluwe B., Mourji F., Plane P. (éd.) : *Le développement face à la pauvreté*, AUF/Economica/CRDI, Paris : 167-189.

**HARDEL D.**

1968 a – *Essai sur quelques types de relations agriculture-industrie*. Tananarive, Orstom, multigr., 140 p.

**HARDEL D.**

1968 b – *L'économie laitière, essai sur l'intégration d'un produit agricole*. Tananarive, Orstom, multigr., 250 p.

**HERRERA J., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

2007 – Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from household surveys in sub-Saharan Africa and Latin America. *International Statistical Review*, 75 (1) : 70-95.

**HERRERA J., ROUBAUD F.**

2005 – Poverty dynamics in urban Peru and Madagascar: a comparative approach. *International Planning Studies Journal*, 10 (1) : 21-48.

**HOERNER J. M.**

1987 – « Le boom du coton de 1982 à 1986 ». In Fieloux M., Lombard J. (éd.) : *Aombe I. Élevage et société. Étude des transformations socio-économiques dans le Sud-Ouest malgache : l'exemple du couloir d'Antseva*, ERA : 13-25.

**HUGON P.**

1976 – *Économie et enseignement à Madagascar*. Paris, Unesco-IIPE, 410 p.

**HUGON P.**

1982 – Le développement des petites activités à Antananarivo : l'exemple d'un processus involutif. *Canadian Journal of African Studies/Revue Canadienne des Études Africaines*, 16 (2) : 293-312.

**HUGON P.**

1986 – La crise économique à Madagascar et l'intervention du FMI. *Canadian Journal of African Studies*, 20 (2) : 186-218.

**HUGON P.**

1987 – Les jeux économiques et les enjeux des politiques orthodoxes en Afrique : le cas de Madagascar et du Nigeria. *Tiers-Monde*, 28 (109) : 95-121.

**HUGON P.**

1993 – « Les trois temps de la pensée francophone en économie du développement ». In Choquet C., Dollfus O., Le Roy E., Vernières M. (éd.) : *État des savoirs sur le développement – Trois décennies de sciences sociales en langue française*, Karthala, Paris, 229 p.

**KRAMER R. A., SHARMA N., SHYAMSUNDAR P., MUNASINGHE M.**  
1994 – *Cost and Compensation Issues in Protecting Tropical Rainforests: Case Study of Madagascar*. Environment Working Paper n° 62. Washington D.C., World Bank, Environment Department, Africa Technical Department.

**KRAMER R. A., SHARMA N., MUNASINGHE M.**  
1995 – *Valuing Tropical Forests: Methodology and Case Study of Madagascar*. World Bank Environment Paper n° 13, World Bank, Washington D.C.

**LAVONDÈS H., OTTINO P.**  
1961 – *Problèmes humains dans la région de la Sakay*. Tananarive, Orstom-IRSM, multigr., 163 p. + annexes.

**LÉONARD W.**  
1980 – Quelques réflexions sur l'expérience de Madagascar en matière de politique artisanale. *Tiers-Monde*, 21 (82) : 337-351.

**MANANDAFY RAKOTONIRINA**  
1968 – Ostentation économique et dynamique villageoise à Madagascar. *Cahiers de l'Isea*, Paris, série Économies et sociétés, tome II (4) : 833-846.

**MATHIEU P.**  
1993 – « Irrigation et associations locales à Madagascar. Jeux et enjeux d'un transfert de gestion aux organisations paysannes ». In Blanc-Pamard C. : *Politiques agricoles et initiatives locales : adversaires ou partenaires ?* Paris, Orstom : 239-260.

**MEIER G. M.**  
2002 – *Des idées pour le développement, introduction à l'ouvrage Meier et Stiglitz (2002) Aux frontières de l'économie du développement*. Banque mondiale et Éditions Eska : 1-11.

**MEIER G. M., STIGLITZ J.**  
2002 – *Aux frontières de l'économie du développement*. Banque mondiale et Éditions Eska.

**MEILLASSOUX C.**  
1960 – Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance. *Cahiers d'Études Africaines*, 4 : 38-67.

**MÉRAL P., RAHARINIRINA-DOUGUET V.**  
2006 – En attendant les zébus ou les enjeux de la gestion durable de la forêt des Mikea. *Études Rurales*, 178 : 161-180.

**MÉRAL P., RAHARINIRINA V., ANDRIAMAHEFAZAFY F., ANDRIANAMBININA D.**  
2006 – La valorisation économique de la biodiversité : entre filière et territoire. *Économie Rurale*, 294-295 : 74-89.

**MÉRAL P., REQUIER-DESJARDINS D.**  
2006 – La gestion durable de l'environnement à Madagascar : enjeux, opportunités et contraintes. *Économie rurale*, 294-295 : 4-8.

**MÉRAL P., FROGER G., ANDRIAMAHEFAZAFY F., RABEARISOA A.,**  
2008 – « Le financement des aires protégées : de nouvelles modalités ? ». In Aubertin C., Rodary E. : *Aires protégées et développement durable*. Paris, IRD : 135-155.

**OSTROM E.**  
1990 – *Governing the commons: the evolution of institutions for collective action*. Cambridge University Press, 280 p.

**OTTINO P.**  
1960 – *Enquête sur les structures sociales dans la région de l'Anony (lac Alaotra)*. Tananarive, Orstom-IRSM, multigr., 68 p, paru sous le titre : Notables et paysans sans terre de l'Anony (lac Alaotra), *Bulletin de Madagascar*, janvier 1965, 224 : 35s., et dans les *Cahiers de l'Isea*, 160, V (8), avril 1965.

**OTTINO P.**  
1961 – *L'économie commerciale pakistanaise dans le delta du Mangoky*. Tananarive, Orstom-IRSM, multigr., 111 p. + annexes.

**OTTINO P.**  
1963 – *Les économies paysannes du Bas Mangoky*. Paris, Berger-Levrault, 376 p.

**PAGIOLA S., BISHOP J., LANDELL-MILLS N.**  
2002 – *Selling forest environmental services. Market-based mechanisms for conservation and development*. London, Earthscan.

**PESNEAUD F.**

1997 – La riziculture des Hautes Terres de Madagascar : les performances bridées d'un système de production. *Économie de Madagascar*, 2 : 89-111, Antananarivo, Banque centrale de Madagascar/Instat.

**PHÉLINAS P.**

1990 – « Le riz : politique des prix et relance de la production : Cameroun, Côte-Ivoire, Madagascar et Sénégal ». In Blanc-Pamard C. : *Dynamiques agraires : la dimension économique*. Paris, Orstom : 71-75.

**POURCET G.**

1978 – *La dynamique de sous-développement à Madagascar*. Thèse de doctorat en sciences économiques, univ. de Paris X.

**RAMAHATRA O.**

1989 – *Madagascar, une économie en phase d'ajustement*. Paris, L'Harmattan.

**RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

1996 – Ce qu'attendent les Tananariviens de la réforme de l'État et de l'économie. *Politique africaine*, 61 : 54-72.

**RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

1997 – « L'approche à haute intensité de main-d'œuvre : une opportunité pour Madagascar. Essai de cadrage macro-économique ». Réflexions sur le développement, document de discussion n° 18, Département des politiques de développement, BIT, Genève, 28 p.

**RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

1999 – La dynamique du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo entre 1995 et 1999 : la croissance économique profite-t-elle aux ménages ? *Économie de Madagascar*, 4 : 103-137.

**RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

2002 a – « Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001 : les enjeux d'une élection contestée ». In : Madagascar, les urnes et la rue, *Politique africaine*, 86 : 18-45.

**RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

2002 b – Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ? *Afrique Contemporaine*, 202/203 : 75-92.

**RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

2005 a – Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement : le cas de la capitale malgache. *Économie et Statistique*, 383/384/385 : 131-155.

**RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

2005 b – Les pauvres, la démocratie et le marché à Madagascar : une analyse à partir de trois séries d'enquêtes auprès de la population malgache. *Revue d'économie du développement*, 1/2005 : 56-89.

**RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

2006 – Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from the 1-2-3 surveys in francophone Africa. *African Statistical Journal*, 2 : 43-82.

**RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F.**

2007 – « Economists fuel public debate in Madagascar: the Madio experience ». In Ayuk E. T., Marouani M. A. (eds) : *The Policy Paradox in Africa: Strengthening Links between Economic Research and Policymaking*. Chapter 2, Africa World Press.

**REQUIER-DESJARDINS D.**

2005 – « La valorisation économique de la biodiversité : ancrage territorial et gouvernance des filières ». In Reveret J. P., Weber J. (éd.) : *Économie de l'environnement et des ressources naturelles*, numéro spécial de la revue *Liaison Énergie-Francophonie*, 66-67 : 77-81.

**ROUBAUD F.**

1997 – La question rizicole à Madagascar : les résultats d'une décennie de libéralisation. *Économie de Madagascar*, 2 : 37-61, Antananarivo, Banque centrale de Madagascar/Instat.

**ROUBAUD F. (dir.)**

2000 a – Le projet Madio à Madagascar : l'information statistique au service du débat démocratique sur la politique économique. *Statéco*, 95/96/97.

**ROUBAUD F.**

2000 b – « Le renforcement des capacités : l'expérience du projet Madio à Madagascar ». In Lecomte B., Naudet J.-D. : *Survivre grâce à l'aide, réussir malgré l'aide*, 13 : 145-160.

**ROUBAUD F.**

2000 c – *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?* Paris, Antananarivo, L'Harmattan/Tsipika.

**ROUBAUD F. (ed.)**

2002 – Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transitions politique et économique. *Afrique Contemporaine*, 202/203, dossier spécial : 3-163.

**ROUBAUD F.**

2009 – La production statistique sur le secteur informel en Afrique : quels enseignements et quelles perspectives ? *The African Statistical Journal*, 9 : 399-421.

**ROUBAUD F.**

2010 – « Mixed surveys using the modular approach ». In : *ILO, Manual on Surveys of Informal Employment and Informal Sector*, Genève.

**ROUBAUD F., WACHSBERGER J.-M.**

2006 – Les quartiers pauvres contre la démocratie ? Le cas d'Antananarivo, Madagascar. *Afrique Contemporaine*, 220 : 65-96.

**ROUSSEAU S.**

2007 – Vulnérabilités et résilience, analyse des entrées et sorties de la pauvreté, le cas de Manjakandriana à Madagascar. *Mondes en développement*, 140 : 25-44.

**ROY G.**

1963 – *Étude sur les migrations intérieures de population à Madagascar*. Tananarive, Orstom, multigr., 182 p.

**ROY G.**

1965 – *Étude d'une société d'aménagement : la Somasak, bilan de quatre années d'action*. Tananarive, Orstom, multigr.

**SENNE J.-N.**

2006 – *Héritage en terre et éducation : une analyse en termes de genre appliquée à Madagascar*. DIAL, mimeo.

**SENNE J.-N., GUBERT F., ROBILLIARD A.-S.**

2006 – *Stratégies matrimoniales et legs à l'occasion du mariage. Application au cas des ménages ruraux malgaches*. DIAL, mimeo.

**VEBLEN T.**

1899 – *Théorie de la classe de loisir*. Paris, NRF, Gallimard pour la traduction française (1970).

Éditeurs scientifiques

Christian Feller

Frédéric Sandron

# Parcours de recherche à Madagascar

*L'IRD – Orstom et ses partenaires*



# Parcours de recherche à Madagascar

L'IRD – Orstom et ses partenaires

*Éditeurs scientifiques*

Christian FELLER, Frédéric SANDRON

**IRD Éditions**

INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Marseille, 2010

**Préparation éditoriale**

Yolande Cavallazzi

**Mise en page**

Bill Production

**Maquette de couverture**

Michelle Saint-Léger

**Maquette intérieure**

Pierre Lopez, Catherine Plasse

**Coordination, fabrication**

Catherine Plasse

**Photos de couverture : « Paysages de Madagascar »**

De gauche à droite et de haut en bas : © IRD/J.-P. Rolland, P. Laboute, J.-P. Rolland, P. Laboute, M. Grouzis, B. Moizo, B. Moizo, P. Blanchon, B. Moizo, M. Grouzis, G. Giuliani, B. Moizo, M. Grouzis, B. Moizo, M.-N. Favier, B. Moizo, C. Chaboud, B. Moizo

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2010

ISBN : 978-2-7099-1695-0